

intégrité  
transparence  
équité  
impartialité  
indépendance  
compétence  
intégrité  
transparence  
équité  
impartialité  
indépendance  
compétence  
intégrité  
transparence  
équité  
impartialité  
indépendance  
compétence  
intégrité  
transparence  
équité  
impartialité  
indépendance  
compétence

# Portrait

sur le financement des  
partis politiques municipaux

Exercice financier clos le 31 décembre 2016

**Septembre 2017**



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

# Portrait

sur le financement des  
partis politiques municipaux

Exercice financier clos le 31 décembre 2016

**Septembre 2017**



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

**Pour nous joindre :**

Le Directeur général des élections du Québec

Édifice René-Lévesque

3460, rue de La Pérade

Québec (Québec) G1X 3Y5

De la région de Québec : 418 528-0422

De partout ailleurs : 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30

Par courriel : [info@electionsquebec.qc.ca](mailto:info@electionsquebec.qc.ca)

Par télécopie : 1 866 225-4095 (aucuns frais au Québec)

Pour obtenir une copie de ce document,

consultez notre site Web : [electionsquebec.qc.ca](http://electionsquebec.qc.ca).

# Table des matières

|                                                                                                                                                          |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Notre rôle en matière de financement.....                                                                                                                | 1  |
| Portrait sur le financement des partis politiques municipaux.....                                                                                        | 3  |
| Partis politiques municipaux autorisés.....                                                                                                              | 4  |
| Évolution du nombre de municipalités assujetties au chapitre XIII de la LERM<br>et des partis politiques autorisés selon la taille de la population..... | 5  |
| Évolution du nombre de partis politiques municipaux autorisés et retirés<br>au cours de l'exercice financier .....                                       | 5  |
| Sources de financement politique : participation financière<br>des municipalités et financement autonome.....                                            | 6  |
| Contributions politiques.....                                                                                                                            | 10 |
| Contributions recueillies par les partis politiques.....                                                                                                 | 10 |
| Contributions recueillies par les partis politiques en 2016<br>en fonction de la taille de la population des municipalités.....                          | 11 |
| Contributions recueillies par les partis politiques depuis 2012.....                                                                                     | 11 |
| Contributions non conformes réclamées aux entités politiques.....                                                                                        | 12 |
| Revenus d'adhésion.....                                                                                                                                  | 13 |
| Sommaire des bilans comptables des partis politiques autorisés en 2016.....                                                                              | 15 |
| Élections partielles.....                                                                                                                                | 17 |
| Municipalités de 5 000 habitants ou plus assujetties<br>au chapitre XIII de la LERM.....                                                                 | 17 |
| Municipalités de moins de 5 000 habitants assujetties<br>au chapitre XIV de la LERM.....                                                                 | 18 |
| Annexes .....                                                                                                                                            | 19 |
| Sommaire des revenus et des dépenses des partis politiques de 2012 à 2016 .....                                                                          | 20 |
| Liste des partis politiques municipaux en 2016<br>en fonction de la taille de la population des municipalités.....                                       | 21 |
| Municipalités possédant entre 5 000 et 19 999 habitants.....                                                                                             | 21 |
| Municipalités possédant entre 20 000 et 49 999 habitants .....                                                                                           | 24 |
| Municipalités possédant entre 50 000 et 99 999 habitants.....                                                                                            | 26 |
| Municipalités possédant 100 000 habitants ou plus.....                                                                                                   | 27 |



# Notre rôle en matière de financement

Au palier municipal, nous veillons à l'application et au respect des règles en matière de financement politique et de contrôle des dépenses électorales. Ces règles sont contenues aux chapitres XIII et XIV de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités<sup>1</sup> (LERM). Elles diffèrent en fonction de la taille des municipalités : les municipalités de moins de 5 000 habitants ne sont pas assujetties aux mêmes règles de financement politique que les municipalités de 5 000 habitants ou plus.

Pour les 186 municipalités de 5 000 habitants ou plus<sup>2,3</sup>, nous exerçons les devoirs suivants<sup>4</sup> :

- autoriser les partis politiques et les candidats indépendants ;
- vérifier si les partis et les candidats se conforment au chapitre XIII de la LERM ;
- donner des directives sur l'application du chapitre XIII de la LERM ;
- recevoir, examiner et vérifier, le cas échéant, les rapports financiers annuels et les rapports de dépenses électorales.

Pour les 918 municipalités de moins de 5 000 habitants<sup>5</sup>, nous vérifions la conformité des contributions de plus de 50 \$, pour lesquelles tous les candidats doivent dévoiler l'identité des donateurs<sup>6</sup>.

De plus, nous exerçons une fonction essentielle en matière de formation, d'information et de promotion des règles de financement et de contrôle des dépenses électorales auprès des électeurs, des partis politiques, des candidats et des trésoriers des municipalités<sup>7</sup>.

Rappelons que nous pouvons, de notre propre initiative ou à la suite de la demande de toute personne, faire enquête sur l'application des chapitres VI à VII.1, de la section I du chapitre XII et des chapitres XIII et XIV de la LERM<sup>8</sup>. Nous pouvons tenter des poursuites pénales devant les tribunaux pour toute infraction énoncée dans la LERM.

---

1. RLRQ, c. E-2.2

2. Conformément à l'article 365 de la LERM, même si une municipalité compte désormais moins de 5 000 habitants, si elle était assujettie à la LERM, elle le demeure (sous réserve de l'article 366 de la LERM). En 2016, quatre municipalités étaient dans cette situation.

3. Population estimée au 1<sup>er</sup> juillet 2015 par l'Institut de la statistique du Québec (décret 1125-2015 du 30 décembre 2015).

4. Article 368 de la LERM

5. Article 513.0.1 de la LERM

6. Article 513.1 de la LERM

7. Article 90.6 de la LERM

8. Article 90.1 de la LERM



# Portrait sur le financement des partis politiques municipaux

Dans le but de répondre au principe de transparence qui sous-tend le système de financement politique québécois, nous devons rendre accessibles<sup>9</sup> au public les rapports financiers et les rapports de dépenses électorales produits par les partis politiques et les candidats indépendants autorisés.

Chacun des partis politiques devait déposer auprès du trésorier de sa municipalité, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2017, son rapport financier pour l'exercice qui s'est clos le 31 décembre 2016.

Le présent document dresse un portrait du financement des partis politiques municipaux au 31 décembre 2016. On y trouve, notamment, différentes statistiques concernant les sources de financement, des bilans comptables, de même que le niveau d'endettement des partis. Un bref état des élections partielles qui se sont tenues en 2016 y est également présenté. En annexe, on peut consulter la liste des partis politiques municipaux qui ont détenu une autorisation à un moment ou à un autre en 2016.

Les données que nous avons utilisées proviennent des rapports déposés en date du 10 juillet 2017<sup>10</sup>. **Certains ajustements pourraient être apportés à la suite de notre processus d'examen et de vérification de ces rapports. Notons également que les données de l'exercice financier 2015 ont été ajustées en fonction des rapports déposés et des vérifications réalisées depuis la dernière édition du portrait sur le financement des partis politiques municipaux.**

Par ailleurs, un sommaire des données financières contenues dans les états des résultats et les bilans comptables de chacun des partis politiques autorisés peut être consulté sur notre site Web. De plus, des portraits synthèses pour chacune des municipalités comptant au moins un parti politique y sont accessibles.

Pour faciliter la lecture de ce portrait, l'information est regroupée selon la taille de la population de la municipalité où le parti est autorisé. Des données comparatives des exercices précédents sont également présentées.

---

9. Article 90.6 (1°) de la LERM

10. Deux partis politiques municipaux sur 131 n'avaient pas remis leur rapport à cette date.

## Partis politiques municipaux autorisés

Pour solliciter ou recueillir des contributions, contracter des emprunts ou effectuer des dépenses, tout parti politique ou candidat indépendant doit d'abord obtenir et maintenir une autorisation du Directeur général des élections du Québec (DGEQ).

- En 2016, à un moment ou à un autre, 131 partis politiques municipaux étaient autorisés. Au cours de l'année :
  - 14 nouveaux partis politiques ont obtenu une autorisation ;
  - l'autorisation de 7 partis a été retirée à leur demande ;
  - l'autorisation d'un parti a été retirée en raison d'un nombre insuffisant de membres<sup>11</sup>.
- Au 31 décembre 2016, à la suite des autorisations et des retraits d'autorisation au cours de l'année, nous dénombrons 123 partis politiques municipaux.
- En date du 31 décembre 2016, nous dénombrons 17 électeurs autorisés en vue des élections du 5 novembre 2017.

### **Nouveauté législative : une autorisation prolongée pour les candidats indépendants**

Une personne qui s'engage à se présenter comme candidate indépendante aux prochaines élections générales peut faire une demande d'autorisation auprès de la présidente ou du président d'élection de sa municipalité à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle au cours de laquelle doivent avoir lieu ces élections. C'est là une des nouvelles règles découlant du projet de loi n° 83<sup>12</sup>, adopté en juin 2016. Cette nouvelle disposition est entrée en vigueur le 30 septembre 2016, permettant ainsi aux candidats indépendants de maximiser leur financement.

11. Article 399.2 de la LERM

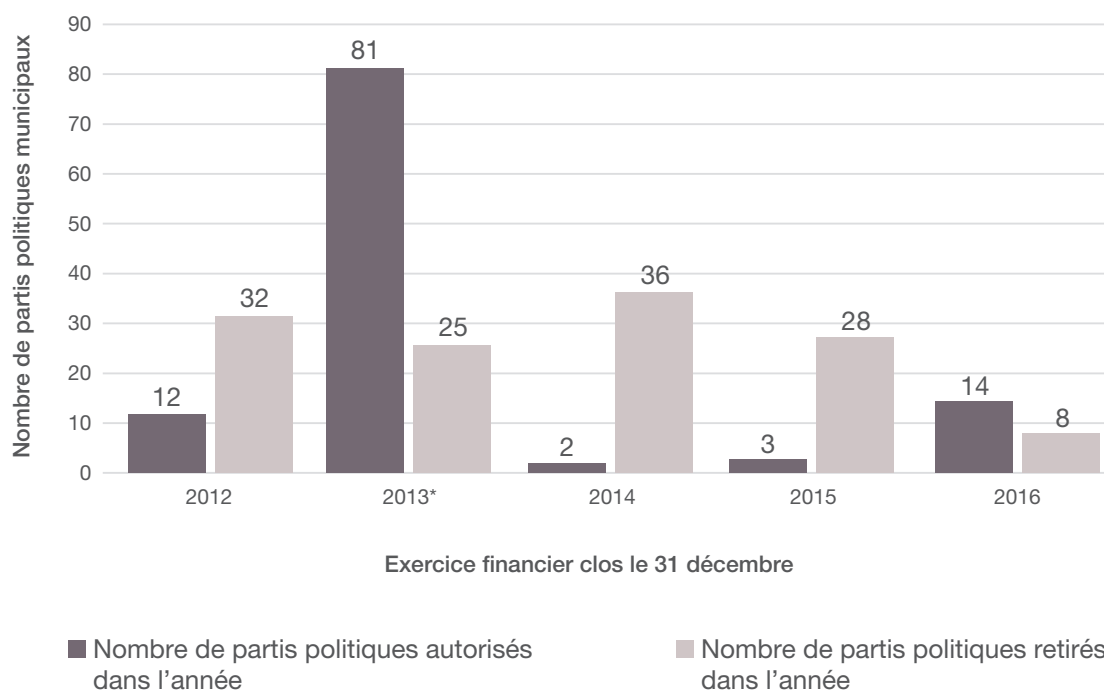
12. 2016, c. 17 – Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique.

### Évolution du nombre de municipalités assujetties au chapitre XIII de la LERM et des partis politiques autorisés selon la taille de la population

|                              |                        | 2012       | 2013*      | 2014       | 2015       | 2016       |
|------------------------------|------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| De 5 000 à 19 999 habitants  | Municipalité           | 126        | 131        | 129        | 130        | 129        |
|                              | Parti politique        | 73         | 106        | 86         | 69         | 58         |
| De 20 000 à 49 999 habitants | Municipalité           | 33         | 35         | 36         | 37         | 38         |
|                              | Parti politique        | 35         | 36         | 35         | 28         | 31         |
| De 50 000 à 99 999 habitants | Municipalité           | 10         | 9          | 10         | 9          | 9          |
|                              | Parti politique        | 12         | 17         | 18         | 13         | 13         |
| 100 000 habitants ou plus    | Municipalité           | 10         | 10         | 10         | 10         | 10         |
|                              | Parti politique        | 29         | 41         | 39         | 35         | 29         |
| <b>Total</b>                 | <b>Municipalité</b>    | <b>179</b> | <b>185</b> | <b>185</b> | <b>186</b> | <b>186</b> |
|                              | <b>Parti politique</b> | <b>149</b> | <b>200</b> | <b>178</b> | <b>145</b> | <b>131</b> |

\* Année d'élections générales

### Évolution du nombre de partis politiques municipaux autorisés et retirés au cours de l'exercice financier



\* Année d'élections générales

# Sources de financement politique : participation financière des municipalités et financement autonome

## **Allocation aux partis politiques autorisés des villes de Montréal et de Québec**

Cette allocation vise à rembourser les partis autorisés des villes de Montréal et de Québec pour les frais réellement engagés et payés pour leur administration courante, la diffusion de leur programme politique et la coordination de l'action politique de leurs membres<sup>13</sup>.

- En 2016, l'allocation aux partis politiques de Montréal et de Québec représentait 14,7 % de la participation financière de l'ensemble des municipalités (10,8 % de l'ensemble du financement politique, soit la participation financière des municipalités et le financement autonome provenant des partis politiques eux-mêmes), pour une somme de 532 266 \$.

### **Nouveauté législative : du financement public dans toutes les municipalités de 20 000 habitants ou plus**

À la suite de l'adoption du projet de loi n° 83 par l'Assemblée nationale en juin 2016, une allocation annuelle est versée depuis janvier 2017 à tous les partis politiques d'une municipalité de 20 000 habitants ou plus si ces partis ont obtenu au moins 1 % des votes lors des dernières élections générales.

Par ailleurs, un montant de 2,50 \$ est accordé comme financement complémentaire aux partis politiques autorisés et aux candidats indépendants autorisés d'une municipalité de 20 000 habitants ou plus, et ce, pour chaque dollar amassé à titre de revenu de contribution, jusqu'à concurrence des montants prévus, lors d'une année d'élections générales ou pendant une élection partielle.

## **Remboursement des frais de recherche et de soutien**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, le budget de toute municipalité de 50 000 habitants ou plus doit comprendre un crédit pour le versement de sommes destinées au remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers<sup>14</sup>. À titre d'exemples, pensons aux frais pour les services d'une personne engagée à des fins de recherche ou aux frais d'abonnement à des publications et à des bases de données spécialisées.

- En 2016, le remboursement des frais de recherche et de soutien représentait 80,6 % de la participation financière des municipalités (59,4 % de l'ensemble du financement politique), pour une somme de 2 912 830 \$.

13. Article 474.0.4 de la Loi sur les cités et les villes (RLRQ, c. C-19) (ci-après la « LCV »)

14. Article 474.0.1 de la LCV

### **Remboursement des frais d'audit du rapport financier**

La LERM prévoit un remboursement, pour les partis autorisés, des frais d'audit de leur rapport financier annuel. Le remboursement maximal varie entre 1 000 \$ et 3 000 \$, selon le nombre d'habitants de la municipalité où ce parti est autorisé<sup>15</sup>.

- En 2016, le remboursement des frais d'audit représentait 2,4 % de la participation financière des municipalités (1,7 % de l'ensemble du financement politique), pour une somme de 84 969 \$.

### **Remboursement des dépenses électorales**

Le trésorier rembourse, à même le fonds général de la Municipalité, un montant égal à 70 % des dépenses électorales effectuées par un parti pour l'un de ses candidats. Il faut toutefois que le candidat soit élu ou obtienne au moins 15 % des votes valides au moment de l'élection au poste concerné et que ces dépenses soient effectuées et acquittées conformément à la LERM<sup>16</sup>.

### **Financement autonome**

Le financement autonome des partis politiques comprend, notamment, les contributions d'électeurs, les revenus provenant de l'adhésion des membres et ceux provenant d'activités politiques.

- Le financement autonome représente 81,7 % du financement des partis politiques des municipalités de moins de 50 000 habitants et 23,7 % du financement des partis des municipalités de 50 000 habitants ou plus.
- Les partis politiques ont recueilli, en revenus autonomes, 291 214 \$ de plus qu'en 2015, ce qui représente une augmentation de 29,1 %.

---

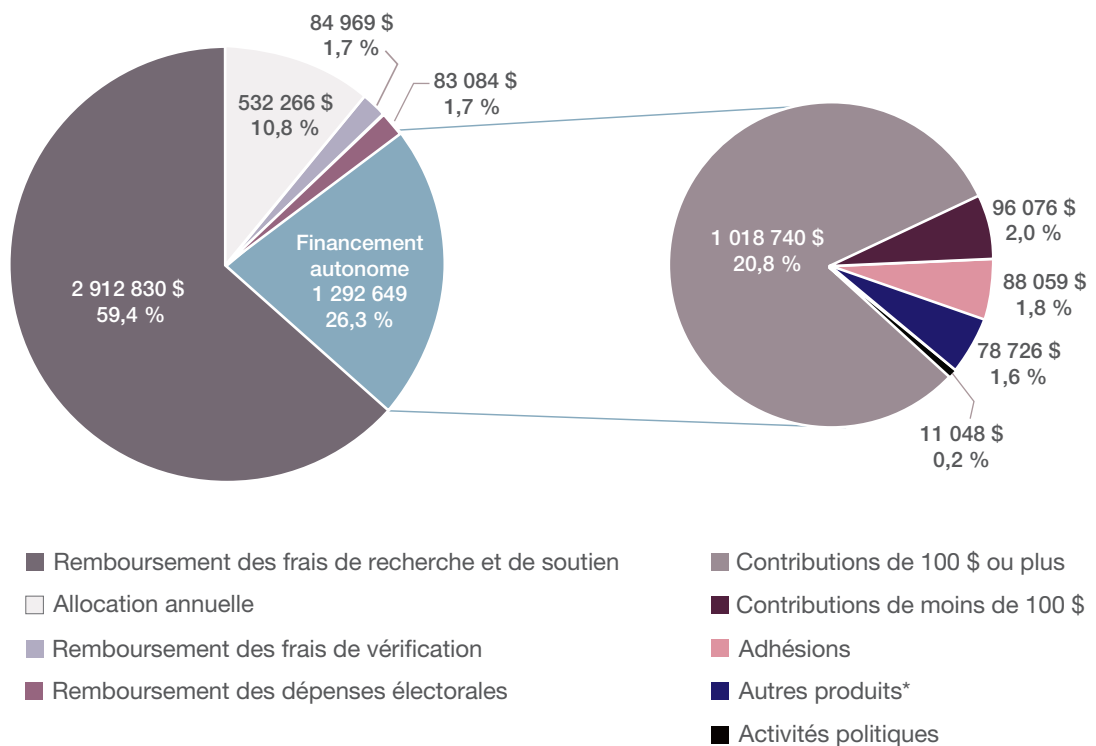
15. Article 490 de la LERM

16. Article 475 de la LERM

Globalement, les revenus des partis politiques ont augmenté de 9,3 % comparativement à l'année financière 2015. En 2016, 73,7 % de l'ensemble du financement des partis politiques provenaient de la participation des municipalités.

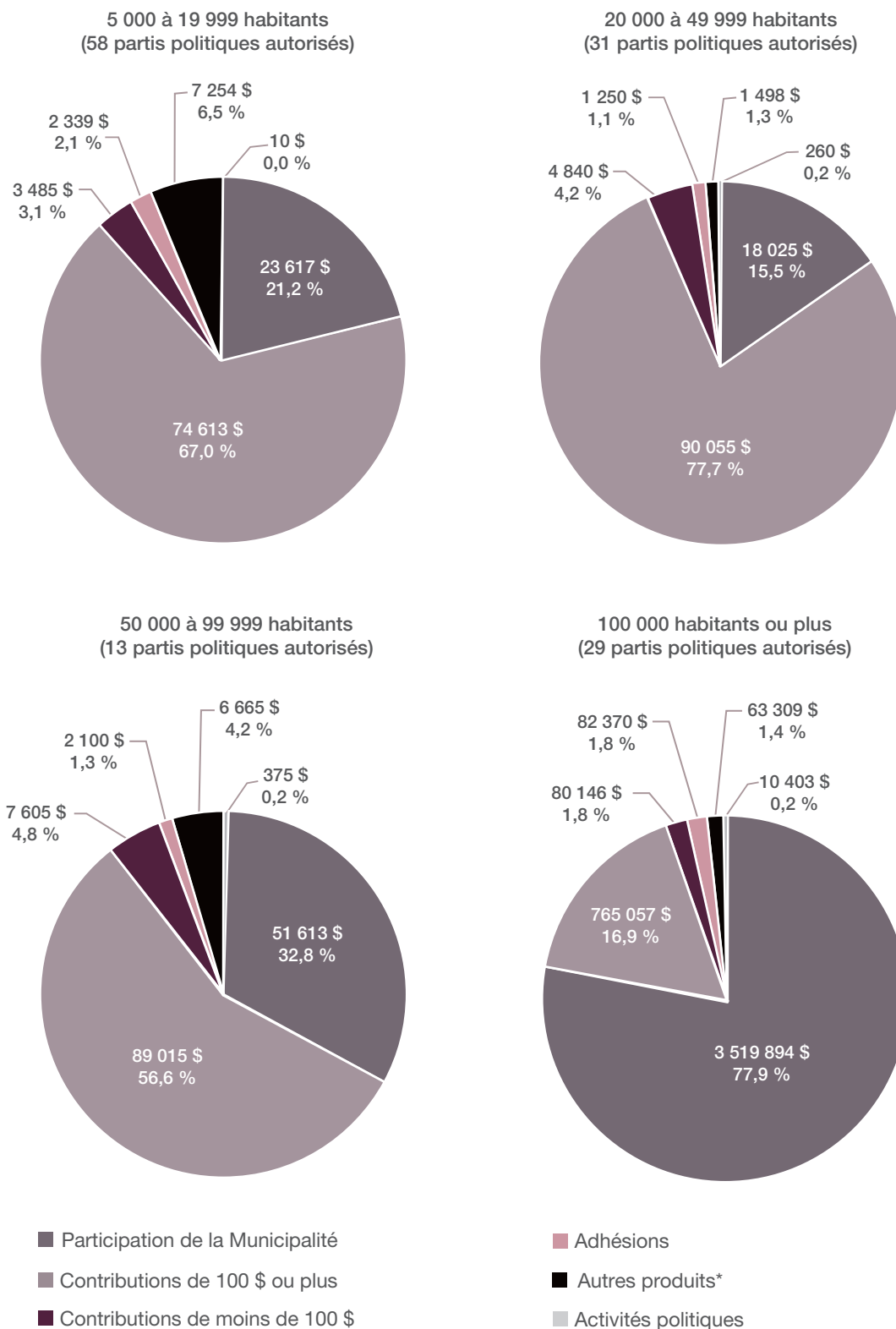
- Soulignons que 92,2 % de l'ensemble du financement étaient destinés aux partis politiques des municipalités de 100 000 habitants ou plus, soit 4 521 179 \$. De cette somme, 3 264 798 \$ étaient destinés aux partis politiques des villes de Montréal et de Québec, ce qui représente 66,5 % du financement total.
- Les revenus totaux des partis politiques des municipalités de moins de 50 000 habitants ont augmenté de 62,4 %. L'augmentation est plus marquée dans les municipalités de 5 000 à 19 999 habitants, où elle est de 85,5 %, comparativement à 45,1 % dans les municipalités de 20 000 à 49 999 habitants.
- Les partis politiques des municipalités de 50 000 à 99 999 habitants ont vu leurs revenus diminuer de 18,7 %.

Financement des 131 partis politiques municipaux



\* Les autres produits comprennent notamment les transferts reçus de l'agent officiel.

### Sources de financement des partis politiques en fonction de la taille de la population des municipalités



\* Les autres produits comprennent notamment les transferts reçus de l'agent officiel.

# Contributions politiques

## Contributions recueillies par les partis politiques

Au cours de l'exercice financier 2016, les partis politiques autorisés ont recueilli 7 921 contributions, pour une valeur totale de 1 114 816 \$. La contribution moyenne était de 140 \$, alors que la contribution maximale était de 300 \$.

- En 2016, les contributions représentaient 22,7 % du financement global des partis politiques et 86,2 % de leur financement autonome.
- Quarante-six partis politiques n'ont recueilli aucune contribution, dont les huit partis desquels l'autorisation a été retirée en cours d'année.
- Soulignons que 58,9 % des contributions étaient destinés aux partis politiques des villes de Québec et de Montréal.
- Comparativement à l'année 2015, la valeur des contributions est en hausse de 25,0 %.
- Sur les 5 322 donateurs ayant versé 100 \$ ou plus en contributions, 26,6 % d'entre eux ont versé le maximum permis par la Loi, soit 300 \$.
- Parmi les 19 candidats de partis politiques aux élections partielles survenues en 2016, 11 se sont prévalus de leur droit de verser une contribution supplémentaire pouvant atteindre 700 \$ pour l'année.

### Nouveauté législative : la contribution maximale

À la suite des modifications législatives adoptées le 10 juin 2016<sup>17</sup>, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le total des contributions ne peut dépasser, au cours d'une même année civile et pour un même électeur, la somme de 100 \$ à chacun des partis et à chacun des candidats indépendants autorisés. Lors d'une élection générale ou partielle, l'électeur a le droit de verser une contribution additionnelle de 100 \$ à chacun des partis et à chacun des candidats indépendants autorisés.

De plus, la contribution supplémentaire qu'un candidat autorisé peut verser à son propre bénéfice ou à celui du parti pour lequel il se présente a été augmentée à 800 \$.

Dorénavant, toute contribution de plus de 50 \$ doit être faite par chèque ou par carte de crédit et, conformément à la Loi, les contributions de 50 \$ ou moins n'ont pas un caractère public<sup>18</sup>.

17. 2016, c. 17. – Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique.

18. Article 659 de la LERM

## Contributions recueillies par les partis politiques en 2016 en fonction de la taille de la population des municipalités

| Taille de la population                  | Contribution de 100 \$ ou plus |                  |             | Contribution de moins de 100 \$ |               |            | Total des contributions |                  |            |
|------------------------------------------|--------------------------------|------------------|-------------|---------------------------------|---------------|------------|-------------------------|------------------|------------|
|                                          | Nombre de contributions        | Montant (\$)     | %           | Nombre de contributions         | Montant (\$)  | %          | Nombre de contributions | Montant (\$)     | %          |
| 5 000 à 19 999 habitants<br>(58 partis)  | 333                            | 74 613           | 95,5        | 54                              | 3 485         | 4,5        | 387                     | 78 098           | 100        |
| 20 000 à 49 999 habitants<br>(31 partis) | 398                            | 90 055           | 94,9        | 112                             | 4 840         | 5,1        | 510                     | 94 895           | 100        |
| 50 000 à 99 999 habitants<br>(13 partis) | 415                            | 89 015           | 92,1        | 93                              | 7 605         | 7,9        | 508                     | 96 620           | 100        |
| 100 000 habitants ou plus<br>(29 partis) | 4 763                          | 765 057          | 90,5        | 1 753                           | 80 146        | 9,5        | 6 516                   | 845 203          | 100        |
| <b>Total</b>                             | <b>5 909</b>                   | <b>1 018 740</b> | <b>91,4</b> | <b>2 012</b>                    | <b>96 076</b> | <b>8,6</b> | <b>7 921</b>            | <b>1 114 816</b> | <b>100</b> |

## Contributions recueillies par les partis politiques depuis 2012

| Exercice financier | Contribution de 100 \$ ou plus |              |      | Contribution de moins de 100 \$ |              |     | Total des contributions |              |     |
|--------------------|--------------------------------|--------------|------|---------------------------------|--------------|-----|-------------------------|--------------|-----|
|                    | Nombre de contributions        | Montant (\$) | %    | Nombre de contributions         | Montant (\$) | %   | Nombre de contributions | Montant (\$) | %   |
| 2012               | 4 172                          | 1 113 332    | 94,7 | 1 187                           | 61 931       | 5,3 | 5 359                   | 1 175 263    | 100 |
| 2013*              | 14 611                         | 3 478 024    | 92,5 | 4 871                           | 282 005      | 7,5 | 19 482                  | 3 760 029    | 100 |
| 2014               | 3 541                          | 670 223      | 92,9 | 898                             | 51 299       | 7,1 | 4 439                   | 721 521      | 100 |
| 2015               | 4 148                          | 819 369      | 91,9 | 1 138                           | 72 327       | 8,1 | 5 286                   | 891 696      | 100 |
| 2016               | 5 909                          | 1 018 740    | 91,4 | 2 012                           | 96 076       | 8,6 | 7 921                   | 1 114 816    | 100 |

\* Année d'élections générales

## Contributions non conformes réclamées aux entités politiques

Depuis le 10 juin 2016, nous pouvons<sup>19</sup> réclamer à une entité politique autorisée une contribution ou une partie d'une contribution pour laquelle nous détenons une preuve convaincante qu'elle a été faite contrairement à la LERM, le tout sans égard à la date de versement de ladite contribution.

Auparavant, nous n'avions pas la possibilité de réclamer une telle contribution lorsque cinq ans ou plus s'étaient écoulés depuis son versement.

### Réclamation des contributions non conformes au 31 décembre 2016

| Municipalité | Nom du parti                                  | Date de la réclamation | Montant réclamé | Montant remboursé |
|--------------|-----------------------------------------------|------------------------|-----------------|-------------------|
| Longueuil    | Action Longueuil - Équipe Caroline St-Hilaire | 2016-11-09             | 300,00 \$       | 300,00 \$         |
|              | Parti municipal de Longueuil                  | 2016-08-08             | 7 000,00 \$     | 7 000,00 \$       |
| Lévis        | Lévis Force 10 - Équipe Lehouillier           | 2016-08-10             | 2 750,00 \$     | 2 750,00 \$       |
| Montréal     | Coalition Montréal                            | 2016-12-06             | 500,00 \$       | 500,00 \$         |
|              | Équipe Anjou                                  | 2016-11-09             | 400,00 \$       | 400,00 \$         |
|              | Équipe Anjou                                  | 2016-12-15             | 200,00 \$       | 0,00 \$           |
|              | Équipe Denis Coderre pour Montréal            | 2016-11-07             | 900,00 \$       | 900,00 \$         |
|              | Projet Montréal                               | 2016-11-07             | 1 146,99 \$     | 1 146,99 \$       |
| Québec       | Équipe Labeaume                               | 2016-10-26             | 12 550,00 \$    | 12 550,00 \$      |
| Saint-Jérôme | Vision Saint-Jérôme                           | 2016-11-09             | 300,00 \$       | 300,00 \$         |

Au cours de l'exercice 2016, nous avons ainsi réclamé 55 contributions aux partis politiques municipaux, pour un total de 26 047 \$. En date du 31 décembre 2016, les partis politiques avaient remboursé 81,8 % de ces contributions non conformes, pour une valeur de 25 847 \$. Les sommes remises sont versées aux municipalités.

19. Article 100 de la LE

## Revenus d'adhésion

La LERM prévoit qu'une somme annuelle n'excédant pas 25 \$ peut être versée par une personne physique pour son adhésion à un parti politique. Cette somme n'est pas considérée comme une contribution<sup>20</sup>.

- Comparativement à l'exercice financier 2015, le nombre de membres est en hausse de 88,3 % et les revenus d'adhésion ont augmenté de 134,4 %. Cette augmentation est attribuable aux partis politiques des municipalités de 100 000 habitants ou plus. Plus précisément, ces partis sont les seuls à avoir recueilli plus de revenus d'adhésion en 2016 qu'en 2015, ces derniers étant passés de 29 537 \$ à 82 370 \$.
- Les revenus d'adhésion représentent 6,8 % du financement autonome des partis politiques.

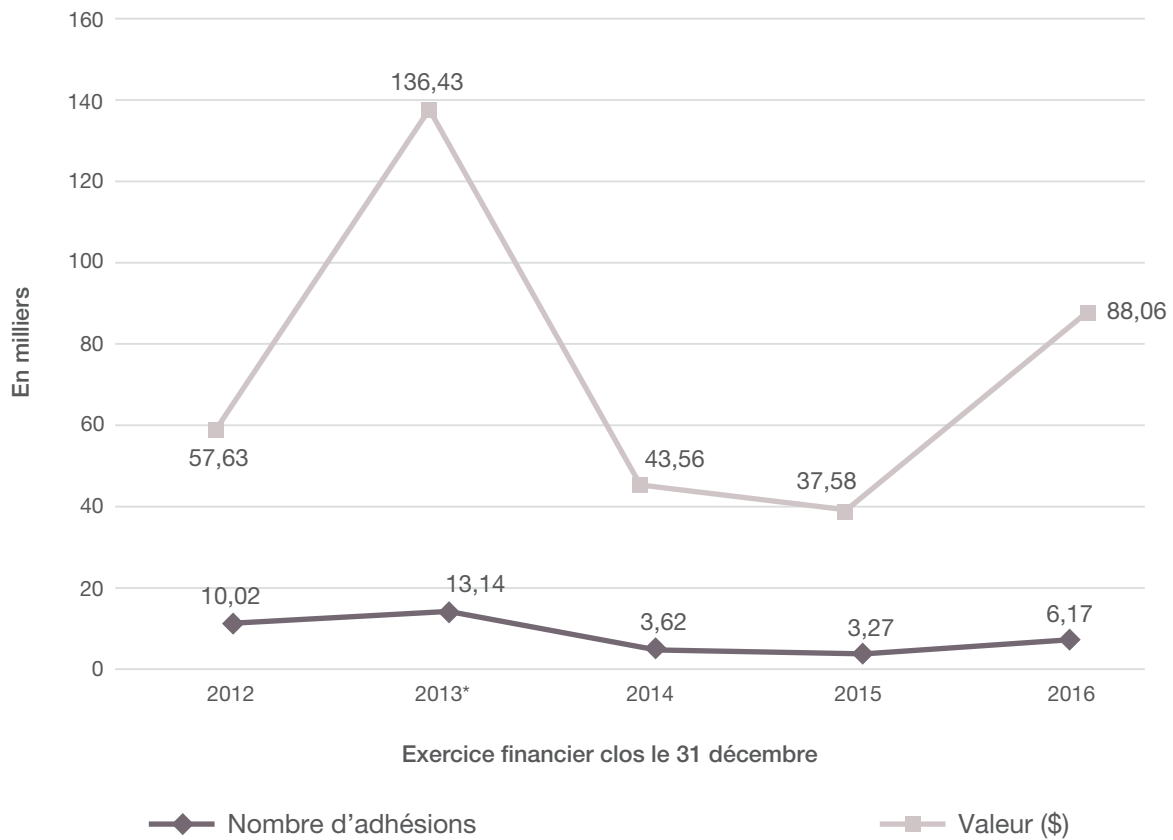
### Revenus d'adhésion recueillis par les partis politiques depuis 2012

|       | Nombre d'adhésions | Valeur     |
|-------|--------------------|------------|
| 2012  | 10 018             | 57 629 \$  |
| 2013* | 13 143             | 136 425 \$ |
| 2014  | 3 623              | 43 564 \$  |
| 2015  | 3 274              | 37 575 \$  |
| 2016  | 6 166              | 88 059 \$  |

\* Année d'élections générales

20. Article 428 (6°) de la LERM

### Revenus d'adhésion recueillis par les partis politiques depuis 2012



Il est à noter que les partis politiques doivent avoir en tout temps le nombre minimal de membres prévu à la LERM (entre 25 et 100, selon la population de la municipalité où le parti est autorisé); ces membres doivent remplir les conditions pour pouvoir voter et ils doivent posséder une carte de membre du parti<sup>21</sup>.

Afin de conserver leur autorisation, les partis politiques doivent transmettre, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, une liste de membres permettant de rendre compte du fait que cette obligation est respectée. Nous pouvons prendre toutes les mesures nécessaires pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis par les partis<sup>22</sup>.

21. Article 399.2 de la LERM

22. Article 399.3 de la LERM

# Sommaire des bilans comptables des partis politiques autorisés en 2016

L'actif net comptable d'un parti représente le solde résiduel des actifs de ce parti (ses avoirs) après déduction de ses passifs (ses dettes). L'actif net est une composante du bilan, lequel donne une image de la situation financière du parti politique à une date précise. Sur les 131 partis politiques détenant une autorisation à un moment ou à un autre au cours de l'année 2016, 17 cumulaient des dettes.

Afin de permettre de mieux apprécier l'évolution de la situation financière des partis politiques, les rapports financiers des 109 partis politiques autorisés au 31 décembre 2015 et qui l'étaient toujours au 31 décembre 2016 ont été isolés. Les constats sont les suivants :

- Globalement, la situation financière des partis politiques municipaux s'est améliorée au cours de l'année 2016 : leurs actifs nets ont augmenté de 68,1 %.
- Au cours de l'année 2016, sur 21 partis politiques endettés en 2015, et toujours autorisés en 2016, 7 sont parvenus à éliminer leurs dettes.
- Vingt-neuf partis politiques ont vu leur passif diminuer et neuf d'entre eux ont aussi connu une diminution de leurs actifs nets.

## Sommaire des bilans comptables au 31 décembre des partis politiques autorisés

|       | Total des actifs<br>(\$) | Total des passifs<br>(\$) | Actifs nets<br>(\$) | Ratio d'endettement<br>(%) |
|-------|--------------------------|---------------------------|---------------------|----------------------------|
|       | (1)                      | (2)                       | (3 = 1 - 2)         | (4 = 2 / 1)                |
| 2012  | 2 502 752                | 1 184 406                 | 1 318 346           | 47                         |
| 2013* | 4 717 221                | 5 882 162                 | (1 164 941)         | 125                        |
| 2014  | 1 987 972                | 2 495 071                 | (507 099)           | 126                        |
| 2015  | 2 100 278                | 1 454 145                 | 646 132             | 69                         |
| 2016  | 2 278 593                | 1 145 801                 | 1 132 792           | 50                         |

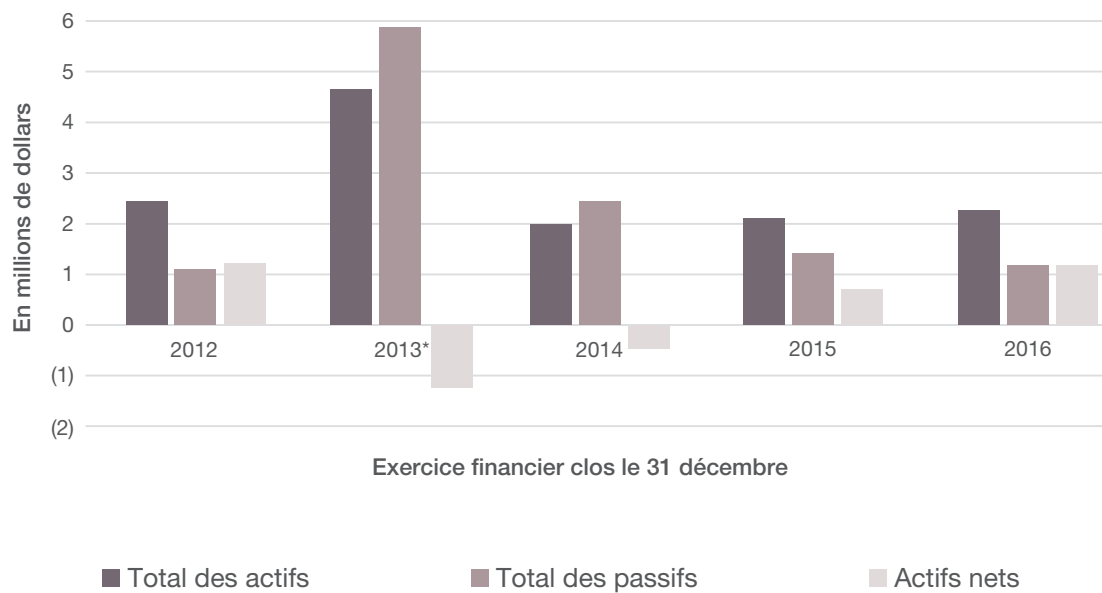
\* Année d'élections générales

Le ratio d'endettement correspond au quotient de la division suivante :

$$\frac{\text{Dettes à long terme} + \text{Passif à court terme}}{\text{Actifs totaux}}$$

Le ratio d'endettement permet ainsi de comparer les dettes (court et long terme) au total des actifs que possède le parti politique. Plus ce ratio est faible, moins le parti est endetté.

### Évolution des actifs et des passifs des partis politiques municipaux



\* Année d'élections générales

# Élections partielles

## Municipalités de 5 000 habitants ou plus assujetties au chapitre XIII de la LERM

Au cours de l'année 2016, 37 municipalités de plus de 5 000 habitants ont tenu des élections partielles afin de pourvoir 47 postes.

Au cours de ces élections, sur les 156 candidats qui se sont présentés, 148 étaient autorisés et pouvaient ainsi engager des dépenses, dont 19 candidats de partis politiques. De ces 148 candidats, 131 ont déclaré des dépenses, pour une valeur totale de 304 129 \$.

| Élections partielles dans les municipalités assujetties au chapitre XIII |            |
|--------------------------------------------------------------------------|------------|
| Nombre d'élections partielles                                            | 38         |
| Nombre de municipalités                                                  | 37         |
| Nombre de postes à pourvoir                                              | 47         |
| Nombre d'élus sans opposition                                            | 4          |
| Nombre de désistements                                                   | 5          |
| Nombre de partis autorisés ayant présenté au moins un candidat           | 14         |
| Nombre de candidats de partis autorisés                                  | 19         |
| Nombre de candidats indépendants autorisés                               | 129        |
| Nombre de candidats indépendants                                         | 8          |
| Dépenses électorales                                                     | 304 129 \$ |
| Remboursement possible                                                   | 192 663 \$ |
| Nombre de candidats ayant déclaré des dépenses                           | 131        |
| Nombre de candidats n'ayant déclaré aucune dépense                       | 17         |
| Nombre de candidats ayant droit au remboursement                         | 90         |

## Municipalités de moins de 5 000 habitants assujetties au chapitre XIV de la LERM

Les municipalités de moins de 5 000 habitants ne sont pas assujetties aux mêmes règles de financement politique que les municipalités de 5 000 habitants ou plus. Ainsi, aucun parti politique ne peut être autorisé dans ces municipalités et aucun remboursement n'est prévu pour les dépenses électorales engagées par les candidats.

| Élections partielles dans les municipalités assujetties au chapitre XIV |           |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Nombre d'élections partielles                                           | 228       |
| Nombre de municipalités                                                 | 187       |
| Nombre de postes à pourvoir                                             | 504       |
| Nombre de postes demeurés vacants                                       | 29        |
| Nombre de candidats                                                     | 475       |
| Dépenses électorales                                                    | 47 177 \$ |
| Valeur totale des dons de plus de 100 \$                                | 43 652 \$ |

## ANNEXES

# Sommaire des revenus et des dépenses des partis politiques de 2012 à 2016

| Exercice terminé le 31 décembre |                                                                                | 2012      |       | 2013*       |       | 2014      |       | 2015      |       | 2016      |       |
|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------|-------------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|
|                                 |                                                                                | \$        | %     | \$          | %     | \$        | %     | \$        | %     | \$        | %     |
| Produits                        | (1) Contributions versées                                                      | 1 175 263 | 28,8  | 3 760 029   | 39,0  | 721 521   | 16,2  | 891 696   | 19,9  | 1 114 816 | 22,7  |
|                                 | (2) Adhésions                                                                  | 57 629    | 1,4   | 136 425     | 1,4   | 43 564    | 1,0   | 37 575    | 0,8   | 88 059    | 1,8   |
|                                 | (3) Admissions aux activités politiques et revenus accessoires                 | 6 425     | 0,2   | 54 385      | 0,6   | 3 314     | 0,1   | 4 250     | 0,1   | 11 048    | 0,2   |
|                                 | (4) Autres revenus <sup>23</sup>                                               | 134 348   | 3,3   | 231 158     | 2,4   | 233 732   | 5,3   | 67 914    | 1,5   | 78 726    | 1,6   |
|                                 | (5 = 1+2+3+4) Financement autonome                                             | 1 373 665 | 33,7  | 4 181 997   | 43,3  | 1 002 131 | 22,6  | 1 001 435 | 22,3  | 1 292 649 | 26,3  |
|                                 | (6) Remboursement des dépenses électorales et des frais de vérification        | 106 164   | 2,6   | 3 835 293   | 39,7  | 684 360   | 15,4  | 111 987   | 2,5   | 168 053   | 3,4   |
|                                 | (7) Allocations (Qc/Mtl) et remboursement des frais de recherche et de soutien | 2 596 704 | 63,7  | 1 635 347   | 16,9  | 2 754 926 | 62,0  | 3 375 454 | 75,2  | 3 445 096 | 70,2  |
|                                 | (8 = 6 + 7) Total du financement des municipalités                             | 2 702 868 | 66,3  | 5 470 640   | 56,7  | 3 439 286 | 77,4  | 3 487 441 | 77,7  | 3 613 149 | 73,7  |
|                                 | (9 = 5 + 8) Total des revenus                                                  | 4 076 533 | 100,0 | 9 652 637   | 100,0 | 4 441 418 | 100,0 | 4 488 876 | 100,0 | 4 905 798 | 100,0 |
|                                 | (10) Transferts faits aux agents officiels pour les dépenses électorales       | 102 414   | 2,5   | 5 817 912   | 60,3  | 212 521   | 4,8   | 31 766    | 0,7   | 91 204    | 1,9   |
| Charges                         | (11) Autres dépenses                                                           | 3 686 371 | 90,4  | 5 598 270   | 58,0  | 3 770 208 | 84,9  | 4 019 203 | 89,5  | 4 342 568 | 88,5  |
|                                 | (12 = 10 + 11) Total des dépenses                                              | 3 788 785 | 92,9  | 11 416 182  | 118,3 | 3 982 729 | 89,7  | 4 050 969 | 90,2  | 4 433 772 | 90,4  |
|                                 | (13 = 9 - 12) Excédent des produits (charges) sur les charges (produits)       | 287 747   | 7,1   | (1 763 545) | -18,3 | 458 688   | 10,3  | 437 907   | 9,8   | 472 026   | 9,6   |

\* Année d'élections générales

23. Les autres revenus comprennent notamment les transferts reçus de l'agent officiel.

# Liste des partis politiques municipaux en 2016 en fonction de la taille de la population des municipalités

## Municipalités possédant entre 5 000 et 19 999 habitants

| Municipalité               | Population | Parti politique                                     | Date d'autorisation | Date de retrait |
|----------------------------|------------|-----------------------------------------------------|---------------------|-----------------|
| Bois-des-Filion            | 9 756      | Équipe Larocque                                     | 2001-08-30          |                 |
| Carignan                   | 8 896      | Avantage citoyen - Équipe René Fournier             | 2013-08-13          |                 |
| Charlemagne                | 6 046      | Équipe Charlemagne                                  | 2005-06-06          |                 |
| Chertsey                   | 4 972      | Parti des citoyens de Chertsey                      | 2013-09-13          |                 |
| Delson                     | 7 632      | Alliance Delson                                     | 2001-09-21          |                 |
| Deux-Montagnes             | 17 858     | Deux-Montagnes autrement - Équipe Denis Martin Team | 2013-05-27          |                 |
| Dorval                     | 19 426     | Équipe Action Dorval Action Team                    | 2005-08-09          |                 |
| Farnham                    | 8 842      | Parti démocratique de Farnham                       | 2013-09-24          | 2016-04-06      |
| Lac-Beauport               | 7 577      | Équipe Beaulieu - Vision Lac-Beauport               | 2009-09-14          |                 |
|                            |            | Équipe Louise Brunet - Démocratie Lac-Beauport      | 2015-05-11          |                 |
| L'Ancienne-Lorette         | 17 096     | Renouveau lorettain                                 | 2013-05-23          |                 |
| Lavaltrie                  | 13 714     | Parti lavaltriois                                   | 2009-04-24          | 2016-04-13      |
| L'Épiphanie                | 5 539      | Équipe Steve Plante                                 | 2012-12-20          |                 |
| Lorraine                   | 9 404      | Autrement Lorraine - Équipe Rémillard               | 2013-09-19          |                 |
|                            |            | Équipe Dionne                                       | 2009-09-23          |                 |
| Mercier                    | 12 872     | Option Mercier - Équipe Colpron                     | 2001-09-25          |                 |
|                            |            | Parti avenir Mercier                                | 2013-05-16          |                 |
| Mont-Saint-Hilaire         | 18 845     | Avenir hilairemontois - Équipe Yves Corriveau       | 2013-08-05          |                 |
| Mont-Tremblant             | 9 620      | Équipe Brisebois                                    | 2013-09-18          |                 |
| Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | 10 812     | Option citoyens                                     | 2009-09-10          |                 |

Municipalités possédant entre 5 000 et 19 999 habitants (*suite*)

| Municipalité             | Population | Parti politique                                               | Date d'autorisation | Date de retrait |
|--------------------------|------------|---------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|
| Prévost                  | 13 199     | Équipe Danielle Léger                                         | 2016-09-22          |                 |
|                          |            | Équipe Richer - Alliance des citoyens(nes) de Prévost         | 2009-07-21          |                 |
|                          |            | Parti prévostois                                              | 2000-06-06          | 2016-02-18      |
|                          |            | Renouveau prévostois avec Paul Germain                        | 2015-08-11          |                 |
| Rawdon                   | 11 127     | Équipe Guilbault - Parti rawdonnois                           | 2002-08-26          |                 |
|                          |            | Pro-action Rawdon                                             | 2013-09-09          |                 |
| Richelieu                | 5 505      | Coalition richeloise                                          | 2005-10-05          |                 |
| Rivière-du-Loup          | 19 645     | Parti citoyen                                                 | 2013-02-27          |                 |
| Rivière-Rouge            | 4 524      | Équipe Déborah Bélanger                                       | 2003-01-24          |                 |
| Rosemère                 | 14 337     | Équipe Leduc / Leduc Team                                     | 2013-06-04          |                 |
|                          |            | Équipe Team Roussel Rosemère                                  | 2013-07-22          |                 |
| Saint-Amable             | 12 124     | Action Saint-Amable                                           | 2013-09-24          |                 |
|                          |            | Essor                                                         | 2001-09-21          |                 |
| Saint-Basile-le-Grand    | 17 008     | Parti grandbasilois                                           | 2009-09-28          |                 |
| Saint-Calixte            | 6 203      | Louis-Charles Thouin et son équipe - Union pour le changement | 2009-09-16          |                 |
| Saint-Colomban           | 15 410     | Ensemble Saint-Colomban                                       | 2016-02-01          |                 |
|                          |            | Option citoyenne - Équipe Jean Dumais                         | 2013-01-23          |                 |
|                          |            | Renouveau Saint-Colomban                                      | 2009-09-28          | 2016-02-26      |
| Sainte-Agathe-des-Monts  | 10 504     | Équipe Denis Chalifoux                                        | 2003-09-15          |                 |
| Sainte-Anne-des-Plaines  | 15 034     | Parti Vision Action                                           | 2005-06-08          |                 |
| Sainte-Brigitte-de-Laval | 7 171      | Équipe Wanita                                                 | 2013-09-25          |                 |
| Sainte-Catherine         | 17 198     | Parti de l'équipe Bates                                       | 1998-09-04          |                 |
| Sainte-Julienne          | 10 039     | Équipe Jean-Pierre Charron - L'avenir de Sainte-Julienne      | 2013-07-22          |                 |
|                          |            | Équipe Marcel Jetté                                           | 1999-09-27          |                 |
|                          |            | Parti des citoyens de Sainte-Julienne                         | 2009-09-25          |                 |
| Sainte-Marthe-sur-le-Lac | 17 910     | Nouvelle option - Équipe Paulus                               | 2005-08-17          |                 |
| Sainte-Sophie            | 15 522     | Action Sainte-Sophie - Équipe Gallant                         | 2013-07-18          |                 |
|                          |            | Avenir Sainte-Sophie                                          | 2011-09-29          |                 |
|                          |            | Parti des citoyens de Sainte-Sophie                           | 2013-09-10          |                 |

## Municipalités possédant entre 5 000 et 19 999 habitants (*suite*)

| Municipalité           | Population | Parti politique              | Date d'autorisation | Date de retrait |
|------------------------|------------|------------------------------|---------------------|-----------------|
| Saint-Hippolyte        | 8 968      | Équipe Bruno Laroche         | 2009-04-21          |                 |
|                        |            | Équipe Rousseau              | 2005-09-06          |                 |
| Saint-Joseph-du-Lac    | 6 641      | Équipe Benoit Proulx         | 2013-07-22          |                 |
| Saint-Lazare           | 19 736     | Alliance Saint-Lazare        | 2013-06-18          |                 |
| Saint-Philippe         | 6 168      | Équipe Martin                | 2016-11-07          |                 |
| Saint-Sauveur          | 10 375     | Équipe Jacques Gariépy       | 2013-09-03          |                 |
|                        |            | Parti libre Saint-Sauveur    | 2016-11-28          |                 |
| Stoneham-et-Tewkesbury | 7 904      | Équipe Gaétane G. St-Laurent | 2013-08-07          |                 |
|                        |            | Parti évolution Stoneham     | 2009-09-01          |                 |

Partis politiques autorisés : 58

Municipalités ayant au moins un parti politique : 40/129

## Municipalités possédant entre 20 000 et 49 999 habitants

| Municipalité               | Population | Parti politique                                              | Date d'autorisation | Date de retrait |
|----------------------------|------------|--------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|
| Belœil                     | 21 998     | Équipe Diane Lavoie - Belœil gagnant                         | 2009-09-18          |                 |
|                            |            | Parti des citoyens de Belœil - Équipe Rémi Landry            | 2012-10-18          |                 |
| Boisbriand                 | 27 358     | Action citoyenne de Boisbriand - Équipe Drapeau              | 2013-09-19          |                 |
|                            |            | Ralliement des citoyens de Boisbriand                        | 2005-08-17          |                 |
| Boucherville               | 41 877     | Équipe Jean Martel - Option citoyens - citoyennes            | 2009-08-06          |                 |
| Candiac                    | 20 858     | Équipe action Candiac                                        | 2000-12-11          |                 |
| Chambly                    | 28 521     | Action Chambly - Équipe Denis Lavoie                         | 2004-04-02          |                 |
|                            |            | Démocratie Chambly - Équipe Steeves Demers                   | 2016-08-29          |                 |
| Châteauguay                | 48 153     | Action citoyenne/Citizens' Action - Équipe Nathalie Simon    | 2009-06-12          |                 |
| La Prairie                 | 24 467     | Équipe Barbara Joannette - Ensemble pour les citoyens        | 2016-06-02          |                 |
|                            |            | Équipe Donat Serres                                          | 1999-09-03          |                 |
| L'Assomption               | 21 925     | Union des citoyens de L'Assomption                           | 2013-05-31          |                 |
| Mascouche                  | 46 895     | Rassemblement citoyen de Mascouche                           | 2013-01-24          |                 |
|                            |            | Vision démocratique de Mascouche - Équipe Guillaume Tremblay | 2011-10-19          |                 |
| Mirabel                    | 49 216     | Action Mirabel - Équipe Bouchard                             | 2013-05-31          |                 |
|                            |            | Mouvement citoyen Mirabel - Équipe Meloche                   | 2016-10-07          |                 |
|                            |            | Renouveau Mirabel                                            | 2016-07-06          |                 |
| Mont-Royal                 | 20 869     | Action Mont-Royal                                            | 2005-08-22          |                 |
| Rouyn-Noranda              | 41 960     | Équipe Mario Provencher                                      | 2009-08-21          |                 |
| Saint-Bruno-de-Montarville | 26 886     | Alliance municipale de Saint-Bruno-de-Montarville            | 2005-01-24          |                 |
|                            |            | Parti montarvillois                                          | 2008-08-15          |                 |
| Saint-Constant             | 27 145     | Parti du vrai changement - Équipe Jean-Claude Boyer          | 2013-06-21          |                 |

Municipalités possédant entre 20 000 et 49 999 habitants (*suite*)

| Municipalité          | Population | Parti politique                                   | Date d'autorisation | Date de retrait |
|-----------------------|------------|---------------------------------------------------|---------------------|-----------------|
| Sainte-Julie          | 30 130     | La voix des citoyens -<br>Équipe Suzanne Roy      | 1993-10-13          |                 |
| Sainte-Thérèse        | 26 592     | Parti Municipal Énergie<br>avec Sylvie Surprenant | 2005-09-06          |                 |
|                       |            | Projet citoyen                                    | 2012-10-24          |                 |
|                       |            | Vision Sainte-Thérèse                             | 2016-08-22          |                 |
| Saint-Eustache        | 44 916     | Option Saint-Eustache -<br>Équipe Pierre Charron  | 2000-05-02          |                 |
| Saint-Georges         | 32 535     | Rassemblement Saint-Georges                       | 2009-09-22          |                 |
| Saint-Lin-Laurentides | 20 474     | Avenir citoyen -<br>Équipe Patrick Massé          | 2013-05-27          |                 |
| Varenes               | 21 524     | Parti durable - Équipe Damphousse                 | 2005-08-08          |                 |
| Vaudreuil-Dorion      | 37 469     | Parti de l'action de Vaudreuil-Dorion             | 1998-09-01          |                 |

Partis politiques autorisés : 31  
Municipalités ayant au moins un parti politique : 21/38

## Municipalités possédant entre 50 000 et 99 999 habitants

| Municipalité             | Population | Parti politique                                                                            | Date d'autorisation | Date de retrait |
|--------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|
| Blainville               | 56 552     | Mouvement Blainville -<br>Équipe Florent Gravel                                            | 2014-04-01          |                 |
|                          |            | Vrai Blainville - Équipe Perreault                                                         | 1997-09-05          |                 |
| Brossard                 | 86 054     | Action citoyens Brossard                                                                   | 2014-09-22          | 2016-04-19      |
|                          |            | Brossard ensemble -<br>Équipe Doreen Assaad /<br>Brossard Together -<br>Team Doreen Assaad | 2016-10-07          |                 |
|                          |            | Priorité Brossard -<br>Équipe Paul Leduc/<br>Priority Brossard - Team Paul Leduc           | 2008-10-06          |                 |
|                          |            | Renouveau Brossard Revival                                                                 | 2004-11-02          |                 |
|                          |            | Équipe Deschamps                                                                           | 2002-03-15          |                 |
| Repentigny               | 83 862     | Parti démocratique de<br>Repentigny-Le Gardeur -<br>Équipe Jean Langlois                   | 2007-03-20          |                 |
|                          |            | Avec Bachand                                                                               | 2013-05-17          | 2016-04-27      |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 95 139     | Équipe Alain Laplante                                                                      | 2013-02-13          |                 |
|                          |            | Équipe Fecteau                                                                             | 2013-02-26          |                 |
| Saint-Jérôme             | 74 055     | Équipe Stéphane Maher -<br>Vision Saint-Jérôme                                             | 1998-09-09          |                 |
|                          |            | Union des citoyens                                                                         | 2013-07-08          |                 |

Partis politiques autorisés : 13

Municipalités ayant au moins un parti politique : 5/9

## Municipalités possédant 100 000 habitants ou plus

| Municipalité | Population | Parti politique                                    | Date d'autorisation | Date de retrait |
|--------------|------------|----------------------------------------------------|---------------------|-----------------|
| Gatineau     | 278 589    | Action Gatineau                                    | 2012-07-24          |                 |
| Laval        | 424 203    | Action Laval -<br>Équipe Jean Claude Gobé          | 2013-04-05          |                 |
|              |            | Mouvement lavallois -<br>Équipe Marc Demers        | 2009-03-03          |                 |
|              |            | Nouveau Parti des Lavallois -<br>Équipe Guy Landry | 2013-07-16          | 2016-07-14      |
|              |            | Parti Laval - Équipe Michel Trottier               | 2016-03-31          |                 |
| Lévis        | 144 147    | Lévis Force 10 - Équipe Lehouillier                | 2005-04-29          |                 |
|              |            | Renouveau Lévis                                    | 2013-01-24          |                 |
| Longueuil    | 242 701    | Action Longueuil -<br>Équipe Sylvie Parent         | 2009-06-09          |                 |
|              |            | Option Longueuil                                   | 2013-08-23          |                 |
|              |            | Parti municipal de Longueuil                       | 2001-04-26          |                 |
| Montréal     | 1 753 034  | Coalition Montréal                                 | 2013-08-30          |                 |
|              |            | Équipe Anjou                                       | 2013-08-14          |                 |
|              |            | Équipe Barbe Team -<br>Pro action LaSalle          | 2013-08-07          |                 |
|              |            | Équipe Dauphin Lachine                             | 2013-07-22          |                 |
|              |            | Équipe Denis Coderre pour Montréal                 | 2013-05-23          |                 |
|              |            | Intégrité Montréal                                 | 2013-09-30          |                 |
|              |            | Projet Montréal                                    | 2004-05-28          |                 |
|              |            | Union Montréal                                     | 2008-12-31          |                 |
|              |            | Vrai changement pour Montréal                      | 2013-09-04          |                 |
| Québec       | 540 994    | Alliance de Québec                                 | 2013-10-01          | 2016-06-14      |
|              |            | Démocratie Québec                                  | 2013-06-06          |                 |
|              |            | Équipe Labeaume                                    | 2008-06-05          |                 |
| Saguenay     | 145 850    | Équipe du renouveau démocratique                   | 2011-07-12          |                 |
|              |            | Parti des citoyens de Saguenay                     | 2015-05-11          |                 |
| Sherbrooke   | 163 623    | Renouveau sherbrookoise                            | 2008-05-01          |                 |
|              |            | Sherbrooke citoyen                                 | 2016-05-20          |                 |

Municipalités possédant 100 000 habitants ou plus (*suite*)

|            |         |                                     |            |
|------------|---------|-------------------------------------|------------|
| Terrebonne | 112 191 | Action Terrebonne                   | 2016-12-02 |
|            |         | Alliance démocratique de Terrebonne | 2016-12-06 |
|            |         | Équipe Robitaille                   | 1985-08-23 |

Partis politiques autorisés : 29  
 Municipalités ayant au moins un parti politique : 9/10  
  
 Total des partis politiques autorisés : 131  
 Total des municipalités ayant au moins un parti politique : 75/186

